

L'excellence en sciences sociales dans les communautés scientifiques émergentes en Europe de l'Est

Mihai Dinu GHEORGHIU¹

Il est possible de décrire l'ancien système de formation des élites dirigeantes dans les pays ex-socialistes comme étant caractérisé par deux moments historiques distincts : l'adoption du modèle soviétique d'abord, à travers notamment l'imposition des institutions de contrôle par le parti communiste du champ académique (les écoles de parti) ; une période de crise de ce système ensuite, qui a connu des contradictions profondes entre les aspirations à la professionnalisation et à la performance scientifique d'une part, et le contrôle idéologique d'autre part. L'affirmation de « contre-élites » intellectuelles, disposant d'une reconnaissance internationale à l'extérieur du monde communiste, souvent porteuses d'un projet politique démocratique (« les dissidents »), a précédé et préfiguré les changements politiques de la fin des années 1980². Le passage d'un système à un autre, avec la disparition soudaine des écoles de parti en particulier³, a donné lieu à des réformes successives (nouvelles législations, décentralisation et autonomie universitaire, etc.) dans un cadre appelé de « transition » ou de « transformation ». L'internationalisation a été une dimension centrale de ces changements : adoption de nouveaux modèles, ouvertures d'établissements privés dont certains furent financés de l'étranger, insertion dans les circuits d'échanges internationaux des enseignants et des étudiants. Les anciennes formes de circulation internationale – prioritaires dans les pays de la communauté socialiste, plus ou moins réservées aux *Reisekader*⁴, et la place exceptionnelle qui revenait à la langue russe – ont été en grande partie

¹ Universitatea „Al.I. Cuza” Iași.

² Gil Eyal, Ivan Szelenyi and Eleanor Townsley. *Making Capitalism without Capitalists: Class Formation and Elite Struggles in Post-Communist Central Europe*. London: Verso, 1998.

³ Voir Mihai Dinu Gheorghiu, Institutions totales ou institutions bâtarde ? Les anciennes écoles de cadres des partis communistes et leurs métamorphoses. In : Charles Amourous et Alain Blanc (éds.), *Erving Goffman et les institutions totales*. Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 175-198.

⁴ Cadres de l'ex-RDA ayant le droit de voyager à l'étranger.

abandonnées⁵. L'ancien marché scolaire captif et contrôlé s'est désintégré en fonction des lignes de force du marché international ou de circuits régionaux et nationaux, pour répondre à d'autres priorités économiques ou faire face à de nouvelles configurations culturelles.

C'est dans ce contexte qu'ont été fondés les nouveaux « centres d'excellence » en sciences humaines et sociales dans plusieurs capitales de la nouvelle Europe Centrale et Orientale, à Budapest (1992), à Bucarest (1994) ou à Sofia (2000). Leur établissement correspond à la diffusion d'un modèle libéral d'institution et à la définition qui lui est propre de l'excellence intellectuelle. L'expansion vers l'Est de ce modèle ressemble à celle des sciences sociales en Europe Occidentale après la Deuxième Guerre mondiale, comme l'indique la présence des fondations américaines dans le processus de transfert des compétences (la Fondation Soros prenant d'une certaine façon le relais de la Fondation Ford). Les nouveaux réseaux d'excellence occupent une position dominante dans le champ des institutions scolaires et non scolaires de formation des élites, sans qu'ils soient un substitut de l'ancien système des écoles de parti : ils ne sont pas en position de monopole ou de contrôle des autres institutions, et il ne s'agit en aucun cas de filières obligatoires dans la formation des nouvelles élites. Il n'y a pas de critère de loyauté politique apparent dans le recrutement des membres de ces institutions, bien que le partage de certains principes communs de la « société civile » ou de la « démocratie » fassent partie des valeurs politiques affirmées. Leur mission est de mettre en cause les frontières établies, nationales (en encourageant les échanges régionaux et internationaux) et disciplinaires (l'interdisciplinarité faisant partie des objectifs prioritaires) ; ils sont néanmoins confrontés à des problèmes nationaux : le développement inégal des pays ou des régions, la redistribution inégale des ressources entre les disciplines et les collectifs scientifiques, l'émigration des jeunes intellectuels (le *brain drain*), etc.

L'apparition de ces nouvelles institutions pose un problème quasi expérimental à l'histoire et à la sociologie de l'éducation et des intellectuels. Trop récentes pour avoir fait l'objet d'études, elles disposent déjà d'un capital

⁵ Mihai Dinu Gheorghiu, La mobilité universitaire internationale, la formation et les reconversions des élites des pays ex-socialistes, in Donald Broady, Monique de Saint Martin, Natacha Chmatko (éd.), les Actes du colloque *Formation des élites et culture transnationale*, Colloque de Moscou, 27-29 avril 1996, Centre de Sociologie de l'Éducation et de la Culture, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, SEC, ILU, Université d'Uppsala, Centre de sociologie franco-russe, Moscou, 1998, pp. 297-318.

non négligeable en termes de projets de recherche soutenus, de réseaux thématiques établis, d'associations d'*alumni*, fonctionnant comme des dispositifs d'entraide intellectuelle, de bibliothèques ou de centres de documentation propres, et constituent des lieux convoités pour l'organisation de manifestations scientifiques et artistiques qui les placent parfois au centre des mondanités. Partie intégrante d'un nouveau mode de domination, les nouvelles institutions d'élite s'inscrivent, en fait, dans une tradition qui est souvent méconnue par leurs membres.

Il est légitime, dans ces conditions, de se poser un certain nombre de questions relatives aux conditions et aux limites de la reproduction du modèle historique et de ses invariants. Quels changements la transplantation de ce type d'institution dans un environnement universitaire qui ne lui était pas a priori favorable a-t-elle provoqué ? L'environnement était défavorable du fait des priorités longtemps accordées à un enseignement « de masse » et du discrédit pesant sur toute forme d'« élitisme ». Quelles disciplines représente, dans tel ou tel pays, l'excellence intellectuelle, et quels sont les parcours intellectuels qui l'illustrent au mieux ? Une analyse à la fois historique et sociologique de ces nouvelles institutions est difficilement monographique, tant sont constamment énoncés le fonctionnement en réseau ou l'objectif de croiser les réseaux. Cependant, leur étude doit commencer par des définitions préalables, il importe de poser quelques repères historiques et de faire des choix dans le recueil du matériel empirique afin d'échapper au flou discursif ambiant.

L'enquête que j'ai réalisée en 2002 pendant plusieurs semaines à Berlin, Bucarest et Sofia se proposait d'observer le fonctionnement de quelques instituts et centres d'excellence en sciences sociales et humaines dans le cadre du « Socialscienecnetwork »⁶, coordonné par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) et du Wissenschaft Zentrum Berlin (WZB), et de repérer d'autres partenaires possibles. L'itinéraire de l'enquête est incomplet : Paris, Vienne et Budapest devaient être ajoutées ultérieurement. J'ai réalisé une vingtaine d'entretiens à Berlin, Bucarest et Sofia, en allemand, français, anglais et roumain, avec des responsables de programmes, des chercheurs invités ou des boursiers, sur les modalités de fonctionnement des échanges, sur leurs effets, sur les possibilités de maintenir ou d'élargir les réseaux de coopération, sur la diffusion des résultats, les traductions, etc. J'ai pu ainsi

⁶ Ce réseau était composé de 8 instituts et centres situés dans sept pays, dont 5 dans quatre Etats membres de l'UE et 3 dans des Etats candidats (Hongrie, Pologne, Roumanie). Cf. *Social Sciences Infrastructure Network in a Growing European Community*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1999.

réunir ainsi un ensemble de témoignages divers, des critiques et des propositions au sujet des programmes existants, à compléter avec d'autres données, disponibles dans les bilans, les annuaires et les publications variées de ces institutions. Mon enquête a été facilitée par mes propres expériences de chercheur migrant, expatrié de Roumanie en 1989, mais y étant retourné régulièrement depuis 1997, et ayant fait un premier long séjour à Berlin, à l'Institut Max-Planck fur Bildungsforschung et au Centre Marc Bloch (1994-1995), pour revenir par la suite plusieurs fois en Allemagne, et récemment au Wissenschaft Zentrum Berlin (2003). Le soutien cordial de Hinnerk Bruhns et de Georg Thurn m'a beaucoup facilité la tâche. Je dois aussi beaucoup à l'aide apportée à Bucarest par Anca Oroveanu, à Sofia par Liliana Deyanova et Svetla Koleva, et je tiens remercier ici tous ceux qui ont bien voulu répondre à mes questions. J'ai discuté avec Jean-Pierre Faguer des possibilités de construction d'un tel objet sociologique, et ses suggestions m'ont été très utiles.

L'EXCELLENCE N'EST QU'UN MOT ?

Si « l'excellence » est un mot qui a un usage scolaire bien connu (« prix d'excellence ») et désigne, dans le même champ sémantique, des titres de hauts représentants de l'Etat ou de l'Eglise (cf. *Le petit Robert*), les institutions qui la revendiquent appartiennent à des champs différents, scientifiques, mais aussi professionnels ou sportifs dont le dénominateur commun est très vraisemblablement une certaine forme de « management » qui associe formation et spécialisation.

Une exploration rapide des sites internet avec des moteurs de recherches comme *google* ou *yahoo* fait apparaître, par exemple, une majorité d'institutions canadiennes, publiques ou privées parmi celles qui exposent leur « excellence » ou attribuent des « bourses d'excellence »⁷. A partir de la fréquence de l'apparition du mot sur les différents sites, on peut faire l'hypothèse que « l'excellence » s'est déplacée des domaines scolaires et sportifs vers celui du « management » ou même de la politique⁸. Les principales caractéristiques de

⁷ Le Programme canadien de *bourses d'excellence du millénaire* accordées par l'association Congrès mondiaux du pétrole, les *Bourses Sommet de l'excellence de la reine Elizabeth II* accordées par la province de l'Ontario, etc. Il existe aussi un *Programme de bourses d'excellence Eiffel* du Ministère français des Affaires Etrangères.

⁸ Comme dans ce « Congrès de l'Excellence » organisé en 1998 par le Rassemblement Constitutionnel Démocratique, le parti tunisien au pouvoir. Sur le site du congrès du parti, qui a gardé l'iconographie révolutionnaire, le mot « excellence » est utilisé avec l'ancienne rhétorique mobilisatrice : on parle d'un « tournant de

l'excellence managériale sont la fusion de plusieurs unités (« la mise en commun des ressources »), la création d'un modèle opérationnel commun (« dégager les meilleures pratiques »), et surtout l'investissement dans la formation⁹.

En tant qu'objet d'études, les recherches sur « l'excellence », « les élites » ou l'innovation scientifique ou artistique sont au croisement de plusieurs disciplines, mais les publications qui reprennent le mot dans le titre sont plutôt rares ; faut-il y dénoter une certaine appréhension de la part des chercheurs¹⁰.

C'est dans ce contexte que la traduction en français des *Instituts* ou *Centres for advanced study (studies)* par « Instituts (centres) d'excellence » peut s'expliquer à la fois par le sens commun scolaire et par les usages récents dans le « management », comme le prouve son emploi plus fréquent dans le français canadien. La définition de l'excellence propre à ces institutions réunit quelques qualités communes, des critères très sélectifs de recrutement des membres, des conditions de vie et de travail hors normes, la possibilité d'accumuler un capital spécifique dont le titre de « fellow », de « pensionnaire » ou d'« ancien » de la communauté est, par lui-même, un indicateur d'excellence. On peut regrouper ces différentes qualités sur trois dimensions.

Premièrement, ces structures ont été créées pour permettre à une élite intellectuelle (scientifique, mais aussi artistique) d'échapper pendant une durée déterminée aux contraintes des institutions traditionnelles (les universités en particulier) pour se consacrer exclusivement à la recherche ou à la création. Elles participent ainsi à la réalisation d'une sorte d'utopie intellectuelle (la dénégation

l'excellence » survenu après « l'Ere du changement », qui annonce une « Ere nouvelle », suite à la « bataille de l'excellence » (www.rcd.tn/ambition/congresprec/excellence et www.rcd-excellence.tn).

⁹ Cf. la présentation de l'excellence sur le site de ce cabinets d'avocats canadiens : « Pour nous, la question cruciale n'est pas de savoir ce qu'est l'excellence professionnelle mais de se demander comment nous pouvons y parvenir par la formation. » (fr.blgcanada.com/professionals/professionalexcellence.asp).

¹⁰ On peut citer un ancien rapport de recherche de Pierre Bourdieu et Monique de Saint-Martin, *L'excellence scolaire et les valeurs du système d'enseignement français* (Centre de Sociologie Européenne, 1969), un ouvrage réunissant les contributions en sociologie et psychologie comportementalistes à un colloque subventionné par des organisations canadiennes, Douglas N. Jackson & J. Philippe Rushton (eds.), *Scientific Excellence : Origins and Assesments* (Sage Publications, Beverly Hills, London, New Delhi, 1987), ou, en sociologie du sport, Jacques Defrance, *L'Excellence corporelle. La formation des activités physiques et sportives modernes. 1770-1914* (Presses universitaires de Rennes, Rennes-Paris, 1987).

des conditions sociales de production des œuvres). L'emplacement dans des lieux agréables, voire idylliques, le confort, et en même temps l'accès aux équipements du travail intellectuel (bibliothèques, matériel informatique) font partie des atouts de ces structures, de même que le montant de leurs subsides ou la qualité de leurs invités. Ces institutions constituent ainsi des lieux de sociabilité favorisant l'intégration des créateurs, reconnus solitaires par nature, dans des équipes et des réseaux à même de coopérer tout en étant marqués par le sceau d'un « esprit d'élite » auquel sont associées des manifestations de solidarité éthique et politique.

Deuxièmement, le statut d'élite de ces institutions associe reconnaissance académique et rayonnement international. La cooptation de jeunes doctorants représente en même temps pour cette catégorie une première consécration, car ces institutions jouent un rôle dans la formation à la recherche, même si elles n'attribuent pas des diplômes. Sans être complètement abolis, les rapports hiérarchiques sont sublimés par la cooptation au corps des pairs. L'accès à des biens rares et spécifiques (les bibliothèques en particulier, mais aussi les expositions et les concerts), les voyages fréquents à l'étranger et la présence des étrangers parmi les collègues contribuent à la socialisation des membres de ce corps et à l'acquisition d'une culture cosmopolite qui favorise la rupture d'avec l'environnement social immédiat ou d'origine.

Troisièmement, les centres et instituts d'excellence se sont différenciés en fonction de leur degré de spécialisation dans des domaines de recherches particuliers, ou ont maintenu le profil multidisciplinaire, voire la vocation interdisciplinaire du modèle initial (Princeton). Bien qu'il soit impossible de préjuger dans un aperçu si rapide de l'interférence entre les différents réseaux, on peut faire l'hypothèse que la taille des institutions limite ou favorise objectivement les chances de croisement entre les groupes de chercheurs.

ESQUISSE HISTORIQUE ET TYPOLOGIQUE

L'arrivée des sciences sociales et humaines dans le domaine de l'excellence est relativement récente par rapport aux autres disciplines et il s'avère indispensable de fixer quelques repères chronologiques. La création, dans les années 1930, de l'*Institut for Advanced Study* de Princeton semble être à l'origine du modèle de ces « centres d'excellence ». Institution « indépendante, privée et dédiée complètement à la recherche fondamentale », l'Institut de Princeton exclut toute forme de programme ou d'encadrement scolaire traditionnel. L'absence d'objectifs immédiats en terme de résultats ou d'application, de recherche sous contrat ou de tutorat de formation, constitue la

principale caractéristique que revendique le « modèle »¹¹. Ce modèle ne pouvait être appliqué aux sciences sociales. Plusieurs recherches historiques font état, pour la période de l'entre deux guerres, de l'établissement d'un paradigme international des sciences sociales sous l'impulsion des fondations américaines privées, dont l'orientation « appliquée » est déterminante, suivant une politique libérale internationaliste et une idéologie pacifiste wilsonnienne¹².

Le contexte change radicalement après la Seconde Guerre mondiale, du fait de l'émigration des intellectuels européens vers les Etats-Unis pendant la guerre, de leur rôle, au retour, dans la refondation des sciences sociales dans l'Europe libérée et surtout, en fonction de la nouvelle conjoncture politique de guerre froide. Au cours de la durée de vie d'une seule génération, de nombreux scientifiques, écrivains ou artistes ont changé de pays, d'institutions de rattachement, de profession ou de spécialisation, certains d'entre eux, plusieurs fois ; ces nombreuses ruptures de trajectoire contribuent à la composition d'identités hors norme¹³. C'est dans ces mêmes conditions qu'un marché international des sciences sociales s'est constitué, grâce, en particulier, à des stratégies d'experts ayant pour objectif de séparer la recherche de la politique, à participer à la réduction du sous-développement des sciences sociales européennes, à les moderniser au prix d'un hyperempirisme et d'une subversion des traditions intellectuelles englobantes : ce sont les termes dans lesquels Michael Pollak décrit la stratégie intellectuelle de Paul Lazarsfeld, co-fondateur

¹¹ L'Institut de Princeton est fier d'avoir accueilli certains des « penseurs les plus considérés du XXe siècle » et une douzaine de Prix Nobel, mais aussi des jeunes *post-docs* et des *senior scholars* du monde entier sur son campus de New Jersey. L'association des « anciens » compte plus de 5000 membres. Les ressources proviennent essentiellement de fondations privées et d'agences gouvernementales, ainsi que de donations. Il n'y a pas de liens formels avec des institutions d'enseignement, mais quelques bons rapports de coopération avec des universités proches. Cf. <http://www.admin.ias.edu/pr/about.htm>.

¹² Cf. Giuliana Gemelli, *Fernand Braudel*, Paris, Odile Jacob, 1995, p. 252. Voir aussi les travaux malheureusement inachevés de Michael Pollak sur la Fondation Ford, dans *Une identité blessée*, Paris, Métailié, 1993, pp. 381-392). D'autres travaux historiques permettent d'approcher les effets de l'apparition de ce marché scientifique international sur les champs intellectuels nationaux, notamment en France : Brigitte Mazon, *Aux origines de l'Ecole des hautes études en sciences sociales : le rôle du mécénat américain, 1920-1960*, Paris, Cerf, 1988.

¹³ Voir, pour le seul cas des savants allemands en sciences sociales émigrés pendant la guerre, les témoignages et études réunies par Ilja Srubar (Hrsg.), *Exil, Wissenschaft, Identität. Die Emigration deutscher Sozialwissenschaftler 1933-1945*. Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1988.

de plusieurs « multinationales scientifiques » dans le cadre d'un « plan Marshall intellectuel »¹⁴.

Le second moment historique se situe autour de 1970¹⁵ et il est marqué par les réformes qui ont suivi les mouvements sociaux et intellectuels des années précédentes. Ces réformes affectent aussi des instituts d'excellence artistique, qui semblaient refermés sur leur propre tradition. L'exemple de l'Académie de France à Rome est utile ici, car il confirme une tendance homologue à celle des sciences sociales « appliquées » à l'économie et à la politique, l'Etat privilégiant la recherche à la création¹⁶. Après la réforme de 1970, l'Académie de la Villa Médicis n'est plus l'institution totale d'avant, s'ouvrant plus aux femmes notamment, les changements intervenus dans le recrutement de ses pensionnaires variant en fait considérablement en fonction des disciplines¹⁷.

Les années 1970 sont aussi celles d'une relative efflorescence des sciences sociales de l'autre côté du rideau de fer, bien que de manière inégale d'un pays à un autre, avant que la « stagnation » brejnevienne ne bloque, pendant environ une décennie encore, le développement de sciences sociales se réclamant pourtant du marxisme.

Dans les années 1980, d'autres centres ouvrent ailleurs en Europe, dont le *Wissenschaftskolleg zu Berlin – Institute for Advanced Study Berlin* (WiKo) : fondé en 1980 en tant qu'association privée, il est de taille moyenne (40 chercheurs invités par an), tandis que son horizon scientifique et intellectuel est des plus larges, car il accueille aussi bien des savants que des artistes. Même si

¹⁴ Conseiller de la Fondation Ford en 1951, participant à la fondation des Instituts de sciences sociales d'Oslo et de Vienne, Lazarsfeld est aussi présent en Europe de l'Est dès la fin des années 1950, en Pologne et en Yougoslavie, allié à Adam Schaff, dirigeant le Centre européen de coordination de recherches et de documentation en sciences sociales, fondé avec l'aide de l'UNESCO à Vienne, etc. Cf. la reconstitution de l'itinéraire exceptionnel de Lazarsfeld par Michael Pollak in « Paul F. Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique » (*Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 25, 1979, repris dans *Une identité blessée*, op. cit., pp. 319-360).

¹⁵ Cf. les années de fondation de l'*Institute for Advanced Studies in the Humanities* de l'Université d'Edinburgh (1969) et du *Netherlands Institute for Advanced Study in the Humanities and Social Sciences* (1970). Ils sont de taille différente, le premier n'accueille que 10 à 12 *fellows* par an, le second 40 pour une période de dix mois chaque année. Le *Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung* (WZB) - *Social Science Research Center Berlin*, est de quelques années plus jeune, ayant été fondé en 1976, mais se présente comme étant le plus grand en Europe dans son domaine, accueillant 140 chercheurs par an.

¹⁶ Annie Verger, *Le devenir professionnel et artistique des pensionnaires de l'Académie de France à Rome (1971-1999)*, Rapport, Paris, CSE, 2002, p. 118.

¹⁷ *Ibidem*.

les *socialscientists* ne sont qu'une minorité dans la diversité des disciplines, c'est un sociologue allemand connu, Wolf Lepenies, qui en a assuré la présidence tout au long des années 1990¹⁸. L'absence de la recherche appliquée rapproche WiKo du modèle initial, de Princeton, constituant le pôle opposé de l'excellence par rapport au WZB dans l'espace berlinois des sciences sociales¹⁹.

Cette période contient aussi des signes annonciateurs du changement intervenu en 1989. Le récit quasi héroïque de la fondation de l'*Institute for Human Sciences (Institut für die Wissenschaften vom Menschen, IWM)* de Vienne par son directeur d'aujourd'hui, Krzysztof Michalski, diffère des autres à cause du contexte insolite : en 1982, trois jeunes chercheurs, deux Allemands et un Polonais, se réunissaient à Vienne dans un petit appartement de deux pièces pour fonder cet institut, destiné aux chercheurs de l'Europe de l'Est. Le choix de Vienne était motivé par de relatives facilités d'accès pour les intellectuels de l'Est, tandis que le modèle choisi était celui de Princeton. Le premier président de l'Institut, fondé en tant qu'association et soutenu par la mairie de Vienne et les Fondations Bosch, Volkswagen et Soros, a été un professeur de philosophie, le prêtre catholique Jozef Tischner. Plusieurs personnalités du monde académique allemand et américain ont soutenu l'initiative (Hans-Georg Gadamer, Edward Shils, Ralf Dahrendorf...). Le pape Jean-Paul II les a invités huit fois dans sa résidence d'été, aux « Castel Gandolfo Colloquia ». Reconnus en Autriche et sur le plan international, plusieurs de ses amis et *visiting fellows* ont participé activement aux révolutions démocratiques de 1989. Par la suite, l'IWM a contribué à la reconstruction des universités et des institutions de politique sociale de ces pays, en redistribuant une aide provenant de la Commission Européenne, du gouvernement autrichien, des Fondations Ford et Körber, etc.

¹⁸ Le *Swedish Collegium for Advanced Study in the Social Sciences* est à mentionner également: "institution scientifique nationale" située à Uppsala, fondé en 1985 à l'initiative de l'ensemble des conseils et fondations de recherche suédois, il n'est devenu une institution permanente qu'en 1996, suite à une décision du parlement.

¹⁹ Pour compléter la carte, il faut mentionner ici le Max-Planck Institut für Bildungsforschung, qui représente plus le modèle traditionnel de la recherche allemande, avec son organisation disciplinaire plus stricte (l'institut réunit dans les mêmes murs la sociologie, la psychologie et les sciences de l'éducation en tant que départements bien distinctes). De même, *Informationszentrum Sozialwissenschaften (IZ)* de Berlin, qui a comme vocation de favoriser les échanges d'informations entre des chercheurs et des institutions de pays différents dans le domaine des sciences sociales, plus particulièrement pour l'espace germanophone, mais aussi avec une orientation prioritaire vers l'Europe de l'Est.

REPRODUCTION ET CHANGEMENT

La période de l'après 1989 est marquée par la continuité dans l'expansion, mais par une forte discontinuité au niveau de l'environnement politique des nouveaux centres d'excellence en sciences humaines et sociales. La grande toile de fonds qui avait été la guerre froide s'étant brusquement effondrée, les sciences sociales sont devenues à la fois acteurs et objets des changements : l'émergence d'un champ de l'expertise économique ou sociologique exigeait la présence de professionnels compétents, la réforme des universités, des instituts de recherche et l'ouverture des frontières permettaient leur inscription dans les circuits d'échanges scientifiques. Les nouveaux centres d'excellence, créés après 1989 dans quelques capitales du Centre Est Européen, devaient assurer des ressources matérielles et humaines pour favoriser l'émergence de nouvelles communautés scientifiques autour de nouveaux thèmes et de nouveaux objets de recherche. Plusieurs initiatives, en France et en Allemagne, ont essayé de répondre aux changements intervenus²⁰. Dans le contexte de la réunification, c'est l'espace allemand des sciences sociales et politiques qui a connu les plus radicales mutations : à l'Ouest, suite au déclin des institutions spécialisées dans l'étude de la RDA et de l'Europe de l'Est²¹, et à l'Est suite à la fermeture ou à la privatisation des instituts est-allemands considérés comme étant trop marqués par l'idéologie communiste.

Pour les instituts allemands de recherches en sciences sociales situés à Berlin, dont le WZB ou le *Max-Planck Institut für Bildungsforschung*, la chute du mur a apporté incontestablement plus de rayonnement intellectuel, y compris à travers l'aide qu'ils ont apportée (surtout WZB et WiKo) à la mise en place des nouvelles structures d'excellence à Budapest, Bucarest et Sofia²². Mais l'intensification de la circulation internationale n'a pas eu d'effet direct sur les

²⁰ Il faut citer le programme « Intelligence de l'Europe » du Ministère français de la recherche, le « Programme Europe » du CNRS, arrêté en cours de route, ainsi que les financements allemands destinés à étudier le « *Transformationsprozess* » dans le cadre d'une commission spécialement constituée, KSPW (*Kommission für die Erforschung des sozialen und politischen Wandels in den neuen Bundesländern*).

²¹ Voir par exemple les publications réunies dans les actes d'un colloque sur cette problématique dans *Kultur und Literatur aus Europa in Europa*, Zirkular, Sondernummer 48, Vienne, 1996 (dont ma contribution, *Sozialwissenschaftliche Kooperations- und Forschungsprogramme der Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales und Maison des Sciences de l'Homme*, pp. 34-42).

²² Voir également les aides multiples apportées en situation d'urgence par plusieurs institutions académiques allemandes dans le cadre du programme « *Balkan-Initiative der Berliner und Brandenburger Wissenschaft* » aux scientifiques de l'ex-Yougoslavie, à partir de 1999.

orientations de ces instituts, et dans certains cas (MPI) on a même pu enregistrer un recul des échanges avec l'Est par rapport à la situation antérieure²³.

On remarque le nombre réduit des pays représentés ou des chercheurs invités au WZB ou au MPI. L'exception polonaise est à observer partout, des chercheurs polonais étant présents de longue date dans ces circuits d'échanges. L'explication est double, à la fois par l'histoire des sciences sociales en Pologne (véritable plaque tournante des sciences sociales pour les autres pays ex-socialistes) et par l'histoire politique. Il faudrait tenir compte également du facteur régional (la proximité de la Pologne, la présence d'une immigration polonaise à Berlin). La représentation des autres pays diffère aussi, en fonction des disciplines et des chercheurs présents à un moment donné, dans telle ou telle structure (les sociologues hongrois, par exemple), mais le contraste avec le cas polonais est saisissant²⁴.

Les problèmes posés par la fondation (en 1992, la même année avec le Collegium Budapest) du Centre Marc Bloch, « Centre franco-allemand de recherches en sciences sociales », et par son évolution depuis, sont révélateurs des transformations intervenues dans ce champ. Au CMB, les doctorants français travaillant sur des comparaisons entre des zones frontalières (nouveaux Länder et pays de l'Est) constituent probablement le groupe le plus soudé et le plus systématique dans le collectif du Centre. Par contre, les collaborations avec les chercheurs de l'Est sont plutôt occasionnelles, et l'Europe du Sud Est est pratiquement absente. C'est la présence polonaise qui constitue, ici aussi, une exception, les lacunes du côté français étant supplées en partie par la présence des chercheurs et doctorants allemands, recrutés avec des financements allemands : deux des quatre chercheurs travaillent sur des thèmes liés à l'Est, dont un sur la Pologne (Michael Esch, sur l'histoire sociale et culturelle des immigrés de l'Europe de l'Est au XIX^e siècle). Le Centre appuie aussi des réseaux de chercheurs travaillant sur le monde russe et soviétique (Jutta Scherer

²³ La situation est sans doute différente d'une discipline à une autre. Le déclin de la sociologie de la mobilité sociale, avant un thème privilégié pour les sociologues des pays socialistes, explique ce recul, un plus grand attrait exercé par les instituts américains pour les jeunes chercheurs est-européens (entretien avec Karl Ulrich Mayer).

²⁴ Selon d'autres observateurs des transformations intervenues dans ce champ, « l'exception polonaise » serait remise en cause par des nouvelles communautés scientifiques émergentes, comme celles des petites républiques baltes (entretien avec Vera Sparschuh au IZ).

jusqu'à une date récente, Gabor Rittersporn), mais cette orientation reste excentrée par rapport à ses principales missions²⁵.

Les contacts avec les chercheurs allemands ne manquent pas (avec l'Université Humboldt et le WZB à Berlin, le *Zentrum für Zeitgeschichte* de Potsdam ou l'Université de Francfort sur Oder, Viadrina), mais plusieurs projets n'ont pas abouti, comme celui du « Triangle de Weimar », d'un centre franco-germano-polonais. La direction est contrainte à la prudence, se donnant des objectifs réalistes, en rapport avec ses ressources moyennes : le CMB, qui ne peut accueillir que 12 chercheurs, a renoncé à des conventions de partenariat avec des institutions allemandes dans l'absence de projets en cours, et reste méfiant par rapport à tout grand projet. La durée moyenne des séjours au Centre (de 2 à 3 ans) décourage aussi l'engagement dans des projets de longue durée²⁶. L'institut est menacé ainsi à long terme, sinon d'isolement (bien qu'il n'entretienne pas de relations avec deux instituts allemands situés dans le même bâtiment à Schiffbauerdamm, l'IZ et l'*Institut für Europäische Ethnologie*), du moins d'une marginalité « d'excellence ». Pour presque toute manifestation, le CMB doit solliciter une institution allemande pour envoyer les invitations (« *ici les gens ne viennent pas* »), car le Centre « *n'a pas de visibilité* ».

Les difficultés du CMB sont révélatrices des problèmes que la recherche française doit affronter dans l'espace scientifique international, prise entre les stratégies de conservation et de promotion de son propre patrimoine, y compris linguistique (« la francophonie »), et le besoin de s'adapter aux règles et aux conditions du marché international. Les « problèmes de langue », qu'on évoque ici peut-être plus qu'ailleurs, ne sont pas seulement de l'ordre de la communication, mais sont également matériels et symboliques. Les traductions simultanées, indispensables, coûtent cher, l'usage de l'anglais comme *lingua franca* n'est courant qu'en sciences politiques et en économie, et il y a un décalage entre les générations de chercheurs français en ce qui concerne la maîtrise de l'anglais ou les connaissances passives d'autres langues (l'allemand en l'occurrence). Le développement du multilinguisme devrait être une priorité pour la recherche française.

Le désinvestissement de la politique française de recherche en direction de l'Europe de l'Est est confirmé par ailleurs (entretien avec Georg Thurn.). Si les membres du CMB ont de bons contacts dans le milieu scientifique allemand, le niveau des échanges reste non satisfaisant, les conférences des chercheurs français invités ne débouchant pas sur des projets de coopération à long terme. On met en cause la place qui revenait à l'histoire dans l'orientation initiale du

²⁵ Entretien avec Catherine Colliot-Thélène, directrice du CMB.

²⁶ Idem.

CMB, mais l'abandon d'opportunités qui ont existé, comme les bourses offertes par la Société Max Planck au CNRS, ou la fermeture de l'ancien Programme Europe du CNRS ont privé de moyens les responsables des équipes de terrain, obligés à « bricoler » leurs programmes. (entretiens avec Catherine Colliot-Thélène et avec Georg Thurn). L'initiative d'un programme européen comme *Socialscienenet* visait à assurer une nécessaire interface franco-allemande devant l'ensemble des problèmes soulevés par le développement scientifique de la « nouvelle Europe » et à répondre aux demandes formulées sur le terrain. Avec le processus de l'élargissement de l'Europe, c'est le cadre de la politique scientifique qui s'est transformé (l'abandon, par exemple, en Allemagne de la *Transformationsforschung*), faisant apparaître de nouveaux enjeux).

LES CENTRES D'EXCELLENCE DE BUCAREST ET DE SOFIA

S'étant donné comme mission de constituer une plaque tournante entre les recherches et les scientifiques à l'Est et à l'Ouest de l'Europe, le Collegium Budapest est la plus importante des nouvelles structures « d'excellence », ouvertes de l'autre côté de l'ancien rideau de fer. De par sa taille et ses ressources, il se rapproche des instituts de Berlin et de Vienne, alors que bon nombre des thèmes de recherche et l'histoire récente le situent plus près de Bucarest et de Sofia. Les boursiers de Budapest viennent de l'Est comme de l'Ouest et le montant des bourses est de niveau « occidental »²⁷. Ni le New Europe College (NEC) de Bucarest, ni le Center for Advanced Study (CAS) de Sofia ne peuvent attirer des chercheurs permanents, car les conditions matérielles rendent l'année sabbatique impossible pour les chercheurs bulgares ou roumains. Le principal bénéfice consiste à limiter la dispersion dans des activités complémentaires et alimentaires (cumuls de fonctions et de salaires). Les chercheurs occidentaux invités à Budapest peuvent rester pendant un an (*senior fellow*) ou plus (*permanent fellow*), tandis qu'à Bucarest ou à Sofia, ils ne viennent que pour des conférences épisodiques. Les seuls boursiers étrangers permanents à Bucarest sont ceux du programme régional ; ils sont payés comme leurs collègues boursiers roumains.

Les nouveaux centres constituent une ressource considérable, à défaut de représenter une véritable alternative, pour les systèmes académiques nationaux, considérés comme sclérosés ou en état de quasi-faillite (entretiens avec Dorota Dakowska et avec Ivaylo Ditchev). Ceux de Bucarest et de Sofia ont dû faire face, depuis le début à la pénurie ambiante et au décalage entre la représentation

²⁷ Les boursiers reçoivent 400 euros par mois à Sofia, 600 à Bucarest, le double à Budapest s'ils sont « juniors ». Les bourses des « seniors », catégorie qui n'existent pas à Sofia ou à Bucarest, sont à Budapest de 2000 à 3000 euros.

des priorités de recherche par les scientifiques de l'Est et par les responsables de programmes et de projets de l'Ouest²⁸. Contrairement aux instituts homologues de l'Ouest, les instituts de l'Est s'appuient essentiellement sur les ressources humaines locales (la quasi-totalité des chercheurs qui y participent, à court, moyen ou long terme, sont des membres des universités roumaines et bulgares, respectivement) et bénéficient de ressources matérielles et symboliques essentiellement occidentales. Ils occupent ainsi une position transfrontalière, pertinente sous plusieurs aspects, culturels, linguistiques, disciplinaires et même politiques, dont la gestion est délicate. Les entretiens ont révélé deux évaluations des effets de ces institutions sur l'ensemble de l'espace académique national : l'une est de nature « interventionniste » (elle considère l'université traditionnelle comme incapable de se renouveler seule et souhaite l'élargissement de ce modèle de gestion de « l'excellence », l'autre est de nature « protectionniste », condamne la concurrence déloyale faite à l'enseignement supérieur national public, menacé par la privatisation).

L'autre différence significative est le rôle qu'a pu jouer dans la constitution de ces nouvelles structures, le réseau intellectuel informel qui existait avant 1989, où les sciences humaines (philosophie et histoire de l'art et de la littérature, en particulier) étaient mieux représentées que les sciences sociales, pour des raisons évidentes, liées au contrôle politique exercé sur ces dernières et à travers elles, du temps des régimes communistes. Cela explique, d'une part, la reproduction des clivages entre les deux groupes de disciplines jusqu'à aujourd'hui, et d'autre part, les décalages entre des centres de recherches berlinois, comme le WZB ou le MPI, et les nouveaux centres d'excellence comme le NEC à Bucarest. Les sciences politiques sont mieux représentées que la sociologie, le droit ou l'économie. Le public du NEC est composé essentiellement d'intellectuels « humanistes », et les meilleurs représentants des sciences sociales sont pris dans d'autres réseaux, disposant de ressources inaccessibles aux autres (de la Banque Mondiale ou des programmes PHARE). Le déséquilibre existant entre les sciences humaines et les sciences sociales permet cependant d'ajouter à l'accusation d'"élitisme" celle de ne pas s'intéresser aux problèmes sociaux (graves et urgents) de la société roumaine. Ces thèmes ne sont abordés qu'à l'occasion de colloques ou de débats, afin d'éviter un rapprochement, jugé dangereux, entre la recherche et la politique (entretien avec Anca Oroveanu).

²⁸ La présence des scientifiques sud est européens dans les réseaux européens est limitée par le statut politique de ces pays, car la Roumanie, comme la Bulgarie, n'est que pays candidat à l'UE et ses chercheurs n'ont pas accès aux réseaux réservés aux seuls pays membres.

Le NEW EUROPE COLLEGE (NEC) a été fondé en 1994 à l'initiative d'Andrei Plesu²⁹, suite à un projet élaboré pendant son séjour à Berlin, au WiKo, qu'il a pris pour modèle. Organiser une institution du même type *en Roumanie et pour les Roumains*, leur assurant *une atmosphère et des conditions de travail* comparables à celles dont ils pouvaient bénéficier à l'étranger, a été possible grâce à l'aide apportée par un consortium d'institutions américaines (Princeton, Stanford, North Carolina, etc.), qui ont inventé un prix, intitulé « *la Nouvelle Europe* », à l'origine du nom du Collège. Accordé à Andrei Plesu, ce prix a permis la fondation du Collège et l'attribution des premières bourses (dix par an). Par la suite, d'autres financements se sont ajoutés aux premiers, certains d'entre eux sont réguliers. L'Etat roumain a apporté sa contribution par le dégrèvement fiscal de taxes et d'impôts, en faveur de la nouvelle institution. Les boursiers, dont la moyenne d'âge baisse tout en restant plus élevée qu'ailleurs, ont en principe la possibilité de se libérer d'autres obligations pour se consacrer à leurs projets de recherche, qui ne font pas partie des programmes des instituts ou universités dans lesquels ils travaillent. Les boursiers bénéficient également d'un mois de voyage à l'étranger dans une institution académique, au libre choix du boursier, pour rencontrer des spécialistes de son domaine et avoir accès à des bibliothèques mieux équipées. D'autres programmes se sont ajoutés au programme initial. RELINK (1996-2002) facilitait la réintégration dans la vie académique roumaine de ceux qui ont étudié à l'étranger, tout en les aidant à maintenir leurs contacts. Ce programme était plus orienté vers l'enseignement que vers la recherche, prévoyait une plus grande implication de ses boursiers dans leurs universités d'origine, à travers différents moyens, dont l'acquisition de livres destinés finalement aux bibliothèques universitaires. D'autres petits programmes existent également³⁰. Le plus récent des programmes est régional et vise le rapprochement des réseaux sud-

²⁹ Né en 1948, professeur de la philosophie de la religion (spécialiste des anges) à l'Université de Bucarest, ancien ministre de la culture et des affaires étrangères dans les gouvernements roumains postcommunistes, il est évoqué comme « personnalité charismatique » dans plusieurs entretiens.

³⁰ Le programme GE-NEC, de la Fondation Getty (quatre boursiers roumains par an et l'invitation de chercheurs spécialisés dans le domaine des arts visuels, de l'archéologie, des études culturelles), le programme sur l'intégration européenne sous l'angle des religions et des études religieuses, financé par la Fondation Bolzmann, qui n'attribue pas des bourses, mais des chercheurs sont rattachés au NEC pour leurs études.

est européens par l'invitation de boursiers (10) bulgares, turcs, grecs, moldaves, etc.

Fondé en novembre 2000, le CAS s'est orienté depuis le début vers des recherches régionales, se proposant d' « *universaliser la problématique régionale* ». Il est dirigé par deux historiens de la culture, Aleksander Kiossev et Diana Michkova. Le CAS a démarré avec deux grands projets (*Nexus-Project*, *Identity Reader*) et un programme culturel auxiliaire (un séminaire poétique). Les seuls membres permanents du CAS sont ses deux directeurs (comme à Bucarest) et le centre vise une ouverture vers les sciences sociales, absentes pendant les premières années. Parmi les objectifs fixés, figurent la limitation du *brain drain* et l'établissement de liens avec les chercheurs bulgares établis à l'étranger. Les fondateurs du centre disposent de peu de connaissances sur le réseau dont ils font partie, et la circulation internationale ne prend pas en compte toujours les besoins d'échanges et de coopération régionale (d'où les objectifs proches établis par les programmes régionaux du NEC et du CAS).

REGARDS CROISÉS

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les critiques à l'adresse de ces nouveaux centres soient formulées surtout par des chercheurs en sciences sociales³¹. Elles portent sur leurs effets dans l'environnement académique national, et de manière plus générale, sur les conditions d'inégalité dans les échanges scientifiques entre l'Est et l'Ouest. Le manque de transparence dans la sélection des candidats et dans l'organisation des programmes est également critiqué.

La création du CAS aurait été nécessaire plus tôt, au début des années 1990, quand les ressources financières étaient plus importantes ; alors, un centre d'excellence aurait pu jouer un rôle dans la conservation des travaux de recherche et des bases de données, empêchant qu'une discontinuité si importante s'installe, après 1989³². Un mode de contrôle et d'évaluation des projets en cours, cette fois sans centralisation et sans censure, aurait été souhaité (entretien avec Liliana Deyanova).

Pour mieux comprendre cette critique, il faut prendre en considération les effets contradictoires de l'internationalisation accélérée des années 1990 sur la sociologie bulgare. La sociologie disposait, avant 1989, d'un statut relativement

³¹ Cf. les entretiens avec Nikolai Guénov, Liliana Deyanova, Svetla Koleva, Ivaylo Ditshev à Sofia, Cezar Barzea, Vintila Mihalescu et Andrei Hoisie-Corbea à Bucarest et à Iasi.

³² Une fonction comparable à celle qui revient à l'IZ de Berlin.

privilegié en Bulgarie, à la différence d'autres pays communistes : les sociologues bulgares pouvaient participer à des échanges scientifiques internationaux, et cela, au-delà des réseaux des pays du COMECON ; des étudiants bulgares ont pu faire des études en France dans les années 1980, des chercheurs français sont venus pour établir des contacts en Bulgarie, etc. Après 1989, le choix des thèmes de recherche a été imposé par les financements extérieurs, la priorité absolue revenant aux conflits inter-ethniques, devenus un thème obligatoire car il était financé par les programmes Soros. Les initiatives et les impulsions venant de l'étranger ont structuré l'espace de la recherche sociologique en Bulgarie, privée de réseaux internes durables. Des associations professionnelles comme l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française sont devenues un cadre de référence pour une partie de la communauté des sociologues bulgares. Une certaine dynamique organisationnelle a existé au départ, avec la création de plusieurs ONG, mais cette dynamique n'existe plus, et la situation actuelle est devenue précaire. Les programmes d'accueil dans les universités et instituts de recherche de l'Ouest développés après 1989 (Tempus, PAST, Socrates etc.) sont jugés de manière différenciée : certains déçoivent. L'aide matérielle est insuffisante : très souvent, seuls les étudiants disposant d'autres ressources (familiales) peuvent réellement bénéficier de ces projets.

Selon l'avis des sociologues bulgares rencontrés, la *professionnalisation* de la sociologie est un des effets majeurs de cette internationalisation : multiplication des recherches empiriques, extension des méthodes comparatives et apprentissage de méthodes de travail communes avec d'autres chercheurs, grâce au fonctionnement en réseau, perspective interdisciplinaire, vie associative permanente et autonome... Une nouvelle éthique professionnelle serait en train de prendre forme à l'intérieur de la communauté des sociologues bulgares, sous l'impulsion de cette mobilité professionnelle internationale, avec ses luttes pour l'autonomie et la reconnaissance.

En même temps et de manière contradictoire, d'autres effets ont contribué à une *déprofessionnalisation*, principalement à cause du déclin de la sociologie parmi les sciences sociales en général. Les plus jeunes chercheurs voyagent moins que ceux des années 1990, les stages de recherches sont moins longs qu'auparavant. L'on observe une fermeture progressive des possibilités offertes. Le financement national de la recherche scientifique est devenu dérisoire, et de nombreux centres de recherches d'avant 1989, rattachés aux différents ministères, ont été fermés, leurs financements supprimés. Un autre indicateur d'une *déprofessionnalisation* serait l'absence de réception interne des publications locales : absence de comptes rendus dans les revues scientifiques ou dans la presse de grand public. La disparition des critiques de travaux existants

donne l'impression que *chaque projet commence à zéro*, et par conséquent *il n'y a pas d'effets cumulatifs des recherches, on ne cite pas les collègues, les recherches sont faites en parallèle*. Cette pratique bloque la formation de liens horizontaux à l'intérieur de la communauté scientifique (entretien avec Liliana Deyanova). La *grande misère en matière de livres et de sources de documentation* accroît la dépendance à l'égard des ressources externes : le manque de fonds des bibliothèques est chronique, les donations, comme celle de la Maison des Sciences de l'Homme, ne satisfont pas tous les besoins, d'où le constat que « *l'état des bibliothèques était meilleur à l'époque totalitaire* », malgré, à cette époque là, le caractère inaccessible ou très restrictif d'une certaine littérature de l'Ouest notamment. (idem)

La participation à des projets européens suscite, elle aussi, un certain nombre de critiques de la part des sociologues bulgares et roumains : l'exploitation des collègues comme « main d'œuvre » technique pour le recueil de données ou comme source d'idées serait fréquente. Certains trouvent de l'intérêt dans ce type d'échanges même s'ils sont déséquilibrés, car certains chercheurs peuvent se faire remarquer et être recrutés, par la suite, en tant qu'experts pour les pays voisins (entretien avec Cezar Barzea ; cette situation peut être rencontrée au-delà des sciences de l'éducation roumaines). Le décalage se manifeste également dans le domaine des traductions, qui se font, presque sans exception à sens unique : les revues de l'Ouest ne publient pas d'articles de chercheurs de l'Est ; les étudiants bulgares, de leur côté, lorsqu'ils réalisent des travaux de diplôme à l'étranger, ne citent pas leurs professeurs bulgares (contrairement à ce qu'ils auraient fait en Bulgarie), ne se sentant plus obligés d'avoir des stratégies de promotion au sein de leur communauté scientifique d'origine !

De son côté, la sociologie roumaine a connu, après 1990, une situation des plus privilégiées parmi les sciences sociales, essentiellement grâce aux enquêtes d'opinion et au fait d'avoir été très sollicitée pour des projets de la Banque Mondiale et du programme PHARE. Cependant, la sociologie est devenue, d'une part, trop dépendante du marché et réduite à trois ou quatre domaines de recherche rémunérés (pauvreté, relations interethniques, développement local). D'autre part, la sociologie s'est trop fortement dans la politique, avec la constitution d'un véritable monopole à l'intérieur de la discipline, à la fois dans la gestion des fonds de la Banque Mondiale pour la recherche et, dans l'enseignement et le contrôle des instances de consécration académique (la Commission Nationale des diplômes, la Commission d'habilitation). Cette reconnaissance, essentiellement politique, contraste avec la quasi-disparition des revues scientifiques en sociologie. (entretien avec Vintila Mihailescu)

Dans ces deux pays membres de la communauté francophone, le français serait en très mauvaise position : il est de plus en plus difficile de trouver des étudiants, ayant au moins des connaissances passives de français. C eux qui s'inscrivent dans la filière francophone sont rares et restent coupés des autres, qui s'appuient sur une autre bibliographie. Il s'agit presque de deux mondes sans contact. (entretiens avec Dorota Dakowska et avec Vintila Mihailescu).

La question de la formation d'une nouvelle génération de chercheurs est sensible pour chacune de ces disciplines. Elle s'est posée de manière radicale pour les sciences de l'éducation en Roumanie, car ce type d'enseignement avait été supprimé dans les années 1980. Si le renouvellement des générations est un succès, le groupe intermédiaire, celui des experts de 50 ans, est le moins bien représenté, alors qu'il devrait jouer un rôle déterminant, proposer des modèles de conduite scientifique, des modèles sociaux. Cette "parenthèse démographique" est due à la fois à la rupture d'avant 1989 et au manque d'attraction pour une carrière dans la recherche après 1989. (entretien avec Cezar Bârzea)

Le retour en Roumanie, après des longs séjours d'études à l'Ouest, continue d'être une lourde épreuve. L'hémorragie provoquée par le départ des jeunes enseignants est toujours un problème grave. Les investissements réalisés pour les études à l'Ouest n'ont pas pris en compte suffisamment la question de l'accès aux livres, aux bibliothèques. Les donations de livres et de collections de revues anciennes, inutiles aussi bien pour les donateurs qu'en Roumanie ou en Bulgarie, ne sont pas un phénomène rare. L'université ne dispose plus des moyens, même restreints, dont elle disposait jusqu'à une date récente, pour l'acquisition de livres et pour des abonnements à des revues scientifiques. Seules, les bourses accordées par la Banque Mondiale, ont pu colmater en partie certaines lacunes des bibliothèques (entretien avec Andrei Corbea-Hoisie).

« Je crois que le problème central [de l'internationalisation] est la capacité d'apprentissage et d'application sur le terrain roumain ; beaucoup de ce qui est appris [à l'étranger] est inutilisable, car le système [roumain] n'est pas préparé, pour des raisons essentiellement historiques. Ceux qui reviennent après une période plus longue d'études à l'étranger ont des difficultés de réadaptation à la société roumaine, souvent ils ne font même pas l'effort, restent dépendants des anciennes connexions, sont déracinés. L'investissement éducatif, à très long terme, est une source de déracinement. Les stages de quelques mois, dans le cadre de projets communs, sont meilleurs : les objectifs sont précis, les jeunes chercheurs sont intégrés dans une équipe, ne se retrouvent pas seuls. » (entretien avec Cezar Bârzea)

PROBLÈMES STRUCTURELS

Au point actuel de la recherche, observons que ces nouvelles structures partagent un certain nombre de problèmes structurels communs. Leur présentation succincte fera fonction de conclusions à ces notes de recherche.

a) LA REFORMULATION DES PRIORITÉS POLITIQUES EN TANT QUE PRIORITÉS SCIENTIFIQUES à travers les financements et l'établissement des programmes de recherches. Les notions d'élargissement de l'Europe et d'espace scientifique européen occupent une position stratégique dans l'orientation des thèmes de recherches et de la mobilité internationale des chercheurs. D'anciennes entités géopolitiques comme « l'Europe de l'Est » ont connu une redéfinition de leurs frontières régionales, en fonction de leur proximité de l'Europe politiquement unifiée (l'Europe Centrale, l'Europe de l'Est et l'Europe du Sud Est, « PECO »), ce qui ouvre la question des limites de l'Europe « Orientale » et du degré de pénétration de l'idée d'Europe occidentale par rapport à la Russie (l'ancienne « question orientale » reposée)³³.

b) LA PARTICIPATION INÉGALE À LA MOBILITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE. Un des objectifs fondamentaux de ces centres d'excellence est de faciliter la circulation internationale des chercheurs dans les deux sens : leurs programmes et projets prévoient, à la fois, des stages à l'étranger (à l'Ouest) pour leurs boursiers et des invitations de chercheurs de l'Ouest, pour des conférences (les longs séjours ne sont possibles actuellement qu'à Budapest). L'accélération des échanges, après 1989, (tous programmes confondus), a beaucoup fait diminuer les distances ; elle ne les a pas pour autant abolies ! De nombreux problèmes d'ordre fonctionnel sont signalés, comme la nécessité d'effectuer des stages moyens ou longs de recherches dans les pays voisins. Les programmes régionaux n'ont pas fait disparaître, semble-t-il, « l'occidentalotropisme » des échanges entre l'Est et l'Ouest.

c) LES CONTRADICTIONS ENTRE LES RÉSEAUX INTERNATIONAUX D'EXCELLENCE ET LES SYSTÈMES NATIONAUX DE FORMATION DES ÉLITES. Les institutions d'Etat, universités et académies des sciences avec leurs instituts de recherches, et le secteur privé récent, dont font partie les centres d'excellence à financement international (privé et public) se trouvent, parfois, en opposition dans la définition de leurs priorités et dans le partage des champs. Les représentations des uns et des autres apparaissent sur ce point très contrastées :

³³ Je remercie Jean-Pierre Faguer de m'avoir attiré l'attention sur cette question.

accusations d'élitisme et d'indifférence face aux urgences sociales et politiques des pays impliqués, manifestations de « tolérance » ou d'« indifférence », expressions de la concurrence ou de la compétition. Malgré des programmes explicitement orientés vers la limitation du *brain drain*, la diversification des ressources et l'aide au développement des structures académiques nationales, le soupçon pèse sur ces centres transnationaux d'excellence de participer à l'exportation ou à la désinsertion des élites, à l'accroissement des inégalités, voire au phénomène d'exclusion sociale qui frappe en particulier les jeunes générations. On retiendra, sur ce point, plusieurs propositions d'intervention directe dans les champs universitaires nationaux et d'assouplissement des programmes de mobilité, afin de les adapter à la demande et d'éviter la désinsertion.

d) L'INTÉGRATION TRANSDISCIPLINAIRE ET TRANSNATIONALE FACE AU PROCESSUS DE PROFESSIONNALISATION DES SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES. Les rapports entre les sciences humaines et les sciences sociales ont été redéfinis dans le nouveau cadre institutionnel. La position dominante des sciences sociales s'est transformée, tout en conservant un lien fort à l'espace politique. Plusieurs disciplines nouvelles, comme l'histoire culturelle ou les sciences de la culture (*cultural studies*, recherches sur l'identité) ou les sciences politiques occupent une position transdisciplinaire, par excellence.

A cette dichotomie d'origine politique entre sciences sociales et sciences humaines, s'ajoutent des différences liées aux traditions culturelles nationales, ce qui explique probablement la sous-représentation des sciences sociales au NEC, à Bucarest.

La question des rapports inter-disciplinaires mériterait d'être analysée plus en profondeur, en particulier en ce qui concerne la place des sciences politiques, les liens et les coupures entre les sciences politiques et la sociologie, les possibilités d'intégrer- dans cet espace- les sciences économiques et le droit, etc.

e) L'INSCRIPTION DANS UN MONDE INTERNATIONAL MULTIPOLAIRE. Au delà des différences nationales ou régionales, cet espace est structuré par des axes internationaux comme ceux qui distinguent les pôles économiques développés et sous-développés (le Nord et le Sud) ou les entités politiques transnationales (l'Europe unifiée, l'Amérique du Nord, la Russie...). Le choix des langues de communication peut être révélateur de problèmes multiples : l'inclusion ou non d'un espace culturel dans un centre de recherches (le russe au CMB, par exemple) ; la participation inégale aux échanges internationaux, en fonction de la maîtrise de l'anglais ; les divergences d'orientations épistémologiques entre le

monde anglo-saxon et le monde francophone, dans le cas de certaines disciplines en sciences sociales et politiques. Les définitions restrictives de l'excellence (par exemple, dans tel formulaire du Collegium Budapest, en fonction du nombre des publications en anglais) font état de clivages et de contradictions que les membres de ces communautés ont à affronter.

Considéré de manière générale, le prix de l'excellence payé par ces communautés émergentes pendant les années de transition a été très élevé, si l'on s'en tient simplement à la réduction massive de leurs effectifs³⁴. S'il y a eu une amélioration des conditions matérielles de travail dans le champ universitaire et scientifique, cela s'est fait sur le mode d'une redistribution très inégale des ressources. L'une des contradictions propres à ce champ (participer à des programmes de longue durée ou à de courts séjours pour éviter la désinsertion ?) fait que l'inscription des chercheurs dans les circuits internationaux ne contribue que de manière très limitée à changer ces conditions de travail. Tout mène ainsi à penser que l'articulation entre la politique scientifique européenne et la politique de développement des pays candidats à l'UE constitue l'un des défis majeurs pour les années à venir.

³⁴ Le nombre des chercheurs en Roumanie a diminué de 130 000 à 30 000 environ de 1990 à 2003.